



 **A.C.C.E.N.T.S DES ÉTATS-UNIS**

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ÉTATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ENERGIE, NUMERIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2023-19 du 12 mai 2023

SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis et l'UE poursuivent leurs discussions concernant un accord sur les minéraux critiques
2. Une nouvelle proposition sur le contrôle des investissements sortants introduite à la Chambre
3. Le troisième cycle de négociations de l'IPEF marqué par les débats sur le commerce numérique
4. Les États-Unis annoncent le premier transfert au bénéfice de l'Ukraine de fonds russes confisqués
5. Le CFIUS propose d'étendre le champ de son contrôle de certaines transactions immobilières

Climat – énergie – environnement

6. L'administration Biden annonce ses priorités pour la réforme des permis pour les infrastructures énergétiques
7. L'administration Biden débloque près de 600 M\$ pour l'énergie hydraulique

Industrie

8. La hausse des prix du sable se répercute sur l'industrie et illustre les problématiques écologiques

Agriculture et industrie agroalimentaire

9. Sommet « *Agriculture Innovation Mission for Climate* » (AIM4C) du 8 au 10 mai à Washington
10. L'USDA prend des mesures supplémentaires pour encourager le développement du marché bio

Santé

11. Les autorités fédérales enquêtent dans le domaine de la publicité numérique pour les produits pharmaceutiques

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis et l'UE poursuivent leurs discussions concernant un accord sur les minéraux critiques

Pour la cinquième fois depuis le début de l'année, la Représentante au Commerce américaine (USTR) K. Tai et le Vice-Président exécutif de la Commission européenne V. Dombrovskis se sont [entretenus](#) le 9 mai par vidéoconférence. Selon le communiqué publié par l'USTR, ils ont notamment discuté de la préparation du prochain sommet du Conseil commerce et technologie entre les États-Unis et l'UE (*Trade and Technology Council* – TTC), qui se tiendra en Suède les 30 et 31 mai. K. Tai a insisté sur l'importance de « *progresser au sein du TTC sur les réponses conjointes aux pratiques non-marchandes [...] et à la coercition économique* », en référence à la Chine.

L'USTR et le VPE de la Commission ont également évoqué les négociations en cours entre l'UE et les États-Unis concernant un accord ciblé sur les minéraux critiques, officiellement lancées par J. Biden et U. von der Leyen à l'occasion de la visite officielle de cette dernière à Washington en mars dernier [voir [Flash Accent du 17 mars 2023](#)]. Selon la déclaration conjointe qui avait [annoncé](#) ce lancement, cet accord visera à « *permettre aux minéraux critiques extraits ou raffinés dans l'UE d'être pris en compte dans les exigences prévues par le crédit d'impôt sur les véhicules propres* » de l'*Inflation Reduction Act* (IRA). Reprenant cette formulation, le communiqué de l'USTR évoque « *de premiers échanges* » sur un « *potentiel* » accord, qui devra être « *fort* », « *ambitieux* », et permettre d'« *augmenter la production et le raffinage de minéraux et d'étendre l'accès à un approvisionnement durable, de confiance, et dépourvu d'abus des droits des travailleurs* ».

2. Une nouvelle proposition sur le contrôle des investissements sortants introduite à la Chambre

Les Représentants DeLauro (D-Connecticut), Pascrell (D-New Jersey) et Fitzpatrick (R-Pennsylvanie), ont [introduit](#) le 9 mai une nouvelle proposition de loi visant à mettre en place un mécanisme de contrôle des investissements sortants aux États-Unis. Ce nouveau texte, annoncé alors que l'administration [poursuit](#) ses travaux sur la mise en place d'un tel mécanisme par *executive order*, présente plusieurs différences par rapport à

une première proposition introduite par ces mêmes Représentants en décembre 2021.

Si le texte prévoit toujours la mise en place d'un comité interagences chargé du contrôle – et potentiellement du blocage – des investissements sortants américains dans certains secteurs, la liste de ces secteurs a été précisée pour couvrir désormais les semiconducteurs, les minéraux critiques, l'intelligence artificielle, l'informatique quantique, les batteries à haute capacité de stockage, les ingrédients actifs pharmaceutiques et l'industrie automobile. Par ailleurs, le comité serait présidé par le bureau exécutif de la Maison-Blanche, au lieu du Bureau de l'USTR dans la proposition initiale. La proposition vise toujours les investissements vers les « *pays et entités préoccupants* », mais cible plus expressément certains pays, en les mentionnant plutôt qu'en renvoyant à des textes existants et des définitions plus générales. Sont ainsi mentionnés, dans cet ordre, la Chine, la Russie, l'Iran, la Corée du Nord, Cuba et le Venezuela.

3. Le troisième cycle de négociations de l'IPEF marqué par les débats sur le commerce numérique

Le troisième cycle de négociations du Cadre économique indopacifique (*Indo-Pacific Economic Framework* – IPEF) entre les États-Unis et 13 autres pays de la région a débuté le 8 mai à Singapour. À cette occasion, le bureau de la Représentante au Commerce américaine (USTR) a [rendu public](#) des résumés des textes proposés par la partie américaine lors du dernier cycle de négociations, qui s'était tenu du 13 au 19 mars à Bali. Ces textes, couvrant le Pilier 1 des négociations (Commerce), concernent le droit du travail, la protection de l'environnement, l'assistance technique, l'inclusivité, ainsi que le commerce numérique, volet des négociations qui a attiré l'attention du secteur privé et du Congrès ces dernières semaines. La Chambre de commerce américaine (*US Chamber*) et un groupe de représentants et sénateurs démocrates avaient en effet successivement fait part à l'administration de leurs préoccupations quant à l'influence qui serait exercée par différents acteurs sur ces négociations [voir [Flash Accents du 28 avril 2023](#)]. Selon le résumé publié par l'USTR, le texte proposé par les États-Unis en mars dernier inclurait notamment des dispositions sur la protection des données et des consommateurs, ainsi que des dispositions plus

protectrices des intérêts des entreprises, comme la lutte contre les pratiques déloyales, tout en autorisant les États à mettre en œuvre des « *mesures légitimes de politique publique* ».

4. Les États-Unis annoncent le premier transfert au bénéfice de l'Ukraine de fonds russes confisqués

Le ministre américain de la Justice, Merrick Garland, a [annoncé](#) le 10 mai avoir finalisé le premier transfert de fonds russes confisqués pour aider à la reconstruction de l'Ukraine, indiquant que d'autres mesures de ce type seraient prises à l'avenir : « *Bien qu'il s'agisse du premier transfert par les États-Unis de fonds russes confisqués pour la reconstruction de l'Ukraine, ce ne sera pas le dernier* », a-t-il déclaré dans un communiqué.

Ce transfert fait suite à l'inculpation, l'année dernière, de l'oligarque russe Konstantin Malofeyev, accusé d'avoir enfreint les sanctions américaines imposées en réponse à l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014. M. Garland a déclaré que plusieurs millions de dollars avaient été saisis « *sur le compte d'une institution financière américaine lié aux violations des sanctions commises par M. Malofeyev* » et que les sommes concernées avaient été transférées au Département d'État américain pour être affectées à la reconstruction de l'Ukraine. Cette annonce intervient alors que les ministres des finances du G7 se réunissent cette semaine au Japon où ils évoqueront notamment de possibles nouvelles mesures contre la Russie.

5. Le CFIUS propose d'étendre le champ de son contrôle de certaines transactions immobilières

Le Département du Trésor américain a [publié](#) le 5 mai au Registre fédéral une proposition visant à ajouter huit sites à la liste des installations militaires visées par le mécanisme de contrôle des investissements étrangers aux États-Unis mis en œuvre par le *Committee on Foreign Investment in*

the United States (CFIUS), présidé par le Département du Trésor. En vertu de la loi, le CFIUS a en effet autorité pour contrôler les transactions immobilières impliquant des terrains ou bâtiments situés à proximité de ports et d'installations militaires ou gouvernementales, dont la liste est fixée dans les règlements d'application de la loi. La proposition du CFIUS est ouverte aux commentaires des parties intéressées jusqu'au 5 juin.

Cette proposition intervient quelques mois après que le CFIUS a [déterminé](#) qu'il ne possédait pas l'autorité nécessaire pour examiner le projet d'achat, par une entreprise chinoise, d'un terrain situé à 12 miles de distance de la base aérienne militaire de Grand Forks (Dakota du Nord), ce qui avait notamment été [critiqué](#) par le Sénateur républicain de cet État K. Cramer. La base aérienne de Grand Forks fait partie des huit installations dont le Département du Trésor suggère l'ajout dans sa proposition.

Brèves

- Le Département du Commerce a [publié](#) le 9 mai au Registre fédéral une proposition d'amendement des règles encadrant l'usage des instruments de défense commerciale américains, visant à renforcer leur mise en œuvre et à lutter contre leur contournement. Cette proposition permettrait notamment d'imposer des droits de douane compensatoires en cas de subventions étrangères octroyées par des pays tiers à des entreprises situées hors de leur juridiction. Cette proposition est ouverte aux commentaires des parties intéressées jusqu'au 10 juillet.
- Le Département du Trésor américain a [sanctionné](#) le 9 mai quatre membres du cartel mexicain de Sinaloa et deux entités mexicaines en raison de leurs activités de trafic de fentanyl et d'autres substances illicites.

Climat - Énergie - Environnement

6. L'administration Biden annonce ses priorités pour la réforme des permis pour les infrastructures énergétiques

L'administration Biden a [annoncé](#) cette semaine une série de priorités qu'elle souhaite voir adoptées par le Congrès pour réformer les permis d'exploitation des infrastructures énergétiques. Le Président Biden estime que des réformes sont

nécessaires pour mettre en place des infrastructures énergétiques modernes afin de maintenir la compétitivité de l'économie américaine. L'administration Biden encourage donc à l'adoption des priorités suivantes dans le projet bipartisan de *Building American Energy Security Act of 2023*:

- Accélérer l'octroi de permis pour des projets énergétiques ;
- Accélérer le déploiement des réseaux de transport d'électricité, sur terre ou en mer, afin de soutenir le déploiement de la nouvelle production d'énergie propre ;
- Moderniser les lois minières et développer de manière responsable la production de minéraux critiques ;
- Déployer des pipelines et des infrastructures de stockage d'hydrogène et de dioxyde de carbone.

John Podesta, conseiller du président Biden pour l'innovation et la mise en œuvre des énergies propres, a [déclaré](#) dans un discours au *Bipartisan Policy Center* qu'« à l'heure actuelle, le processus d'autorisation pour les infrastructures d'énergie propre, y compris le transport, est marqué par des retards et des goulots d'étranglement », qu'il espère voir disparaître grâce à la réforme des permis d'exploitation des infrastructures.

7. L'administration Biden débloque près de 600 M\$ pour l'énergie hydraulique

Dans le cadre de son programme *Investing in America*, le président Biden a [annoncé](#) l'octroi de près de 550 M\$ d'incitations financières, financées par la Loi bipartisanne sur les infrastructures (BIL), pour moderniser l'énergie hydroélectrique et faire progresser l'énergie marine aux États-Unis. Le Département de l'Énergie (DoE) a également annoncé un financement supplémentaire de 45 M\$, également financé par la BIL, pour soutenir un site pilote de démonstration d'énergie marémotrice. Selon l'administration Biden, ces annonces joueront un rôle clé dans la réalisation de l'objectif du président Biden, à savoir une électricité 100 % propre d'ici 2035 et une économie à zéro émission nette d'ici 2050.

L'hydroélectricité fournit actuellement 6 % de l'électricité aux États-Unis et représente 32 % de la production d'électricité renouvelable, ainsi que 93 % de l'ensemble du stockage d'énergie. Cependant, le parc américain est vieillissant et de nombreuses installations ont besoin d'être réparées et modernisées. Par ailleurs, moins de 3 % des 90 000 barrages du pays produisent actuellement de l'électricité, et l'ajout d'équipements de production sur ces sites pourrait fournir jusqu'à 12 GW de capacité hydroélectrique au système électrique américain.

Brèves

- L'Agence de protection de l'environnement (EPA) a [proposé](#) de nouvelles normes d'émissions de CO₂ pour les centrales électriques à combustibles fossiles (charbon et gaz naturel). L'EPA estime que ces normes permettraient d'éviter jusqu'à 617 Mt d'émissions de CO₂ au total jusqu'en 2042, mais également de réduire de dizaines de milliers de tonnes les émissions de particules fines, de dioxyde de soufre et d'oxyde d'azote. L'EPA recueillera les commentaires sur ce projet de règlement pendant 60 jours après leur publication au Registre fédéral.
- Le Département de l'Énergie américain (DoE) a [annoncé](#) un financement de 40 M\$ pour 15 projets visant à développer des solutions de refroidissement à haute performance et faible consommation d'énergie pour les centres de données. Les centres de données informatiques représentent environ 2 % de la consommation totale d'électricité aux États-Unis, et leur refroidissement peut représenter jusqu'à 40 % de leur consommation globale d'énergie.

Industrie

8. La hausse des prix du sable se répercute sur l'industrie et illustre les problématiques écologiques

Du fait d'une demande croissante de sable et d'une offre limitée par les réglementations environnementales et la répartition géographique, le prix du sable et des matériaux qu'il permet de produire augmente. Le sable est l'un des composants naturels les plus utilisés dans l'industrie. Il permet par exemple la production de verre, de ciment, l'extraction de ressources fossiles, mais aussi la fabrication de puces mémoires.

D'après une étude de l'US Geological Survey, les ventes de sable et de gravier extraits aux États-Unis à des fins industrielles ont augmenté de 78 % en valeur l'année dernière contre une augmentation de 30 % des volumes, et des « augmentations de prix supérieures à la moyenne » pour le sable utilisé dans la construction urbaine sont attendues en 2023. À titre d'illustration, l'entreprise d'extraction de sable US Silica Holdings prévoit d'augmenter ses prix de 20 % à partir de juin 2023.

L'augmentation du prix du sable entraîne une hausse des prix des éléments qu'il permet de produire, comme le verre. Saint Gobain estime par

exemple que la hausse de ses coûts annule l'effet positif des prix de l'énergie inférieurs aux prévisions au cours des trois premiers mois de 2023. L'entreprise a donc elle aussi annoncé une hausse des prix sur l'année.

Face aux craintes concernant les impacts environnementaux et sociaux de l'extraction de

sable, de nombreux pays comme l'Indonésie ou la Thaïlande ont interdit ou limité les exportations de sable naturel, même si une partie de la demande est satisfaite par l'extraction illégale. Aux États-Unis, un système de détection par satellite pour surveiller les activités des navires de dragage de sable est en développement avec l'appui des Nations Unies.

Agriculture et industrie agroalimentaire

9. Sommet « Agriculture Innovation Mission for Climate » (AIM4C) du 8 au 10 mai à Washington

Lancée lors de la COP 26 en novembre 2021, l'initiative [AIM4C](#) a été promue dans le cadre d'une grande [conférence](#) à Washington coprésidée par le Ministre du changement climatique et de l'environnement des Émirats arabes unis, Mariam bint Mohammed Almhiri, et le Secrétaire américain à l'agriculture, Tom Vilsack. Cet événement, qui a réuni des centaines de participants, était destiné à accroître et à accélérer les investissements et le soutien à l'innovation dans l'agriculture et les systèmes alimentaires en vue d'une action en faveur du climat.

Dans son discours d'ouverture, T. Vilsack a déclaré qu'en moins de deux ans, AIM4C avait attiré plus de 500 partenaires, dont 50 gouvernements, qui ont promis d'investir ensemble 13 Md\$ dans l'agriculture intelligente face au climat et dans l'innovation des systèmes alimentaires. Parmi les 50 pays membres de l'initiative figure le tiers des membres de l'Union européenne, sans compter la Commission de l'UE.

T. Vilsack a notamment annoncé la publication de [la stratégie de l'USDA](#) en matière de science et de recherche pour la période 2023-2026 : cultiver l'innovation scientifique. Cette stratégie définit les priorités scientifiques de l'USDA pour les trois prochaines années afin d'établir un cadre scientifique permettant de transformer le système alimentaire américain et de soutenir les agriculteurs, les éleveurs, les producteurs et les forestiers du pays. « Nous savons que l'innovation scientifique peut déboucher sur des solutions nouvelles et rentables pour relever certains de nos défis les plus redoutables », a déclaré T. Vilsack. Les cinq priorités de la stratégie en matière de science et de recherche sont :

- Accélérer les technologies et les pratiques innovantes ;
- Promouvoir des solutions intelligentes sur le plan climatique ;

- Renforcer la sécurité nutritionnelle et la santé ;
- Cultiver des écosystèmes résilients ;
- Traduire la recherche en action

T. Vilsack a également annoncé le lancement du site web de [l'International Climate Hub](#). Selon lui, ce nouveau portail permettra de prendre des décisions agricoles fondées sur la science et le climat en fournissant des informations et des ressources adaptées à des régions et à des besoins spécifiques, notamment en mettant l'accent sur les pays et les producteurs les plus vulnérables aux effets du changement climatique mondial.

Le [COMET-Planner Global Assessment Tool](#), inclus dans l'International Climate Hub, est un outil élaboré par l'USDA et l'université de l'État du Colorado qui permet, à l'échelle du monde entier, d'estimer les bénéfices en termes d'atténuation des gaz à effet de serre et de séquestration du carbone des pratiques classiques de conservation agricole. L'événement a fait l'objet de trois communiqués de presse de l'USDA :

[Communiqué de presse du 8 mai](#)

[Communiqué de presse du 9 mai](#)

[Communiqué de presse du 10 mai](#)

10. L'USDA prend des mesures supplémentaires pour encourager le développement du marché bio

Le Secrétaire américain à l'agriculture, Tom Vilsack, a annoncé le lancement de deux nouvelles mesures à destination des producteurs et transformateurs américains pour les inciter à produire des aliments biologiques, en réponse à la demande croissante.

Dans son [communiqué de presse](#), l'USDA identifie les obstacles « de transformation, d'entreposage et de manutention des produits biologiques » et « l'approvisionnement insuffisant de certains ingrédients biologiques » susceptibles de limiter le développement du marché biologique national, comme c'est le cas pour les éleveurs bovins qui dépendent des importations d'aliments biologiques.

Pour répondre à ces difficultés, l'*Agricultural Marketing Service* de l'USDA ouvre un [programme de subventions pour le développement de marchés biologiques](#) grâce auquel il financera jusqu'à 75 M\$ des projets comme le lancement de nouveaux produits issus de l'agriculture biologique ou l'équipement de transformation de ces produits. En parallèle, la *Farm Service Agency* augmente le montant qu'elle octroie aux agriculteurs en transition vers l'agriculture bio dans le cadre du [programme de partage des coûts de certification biologique](#). Il couvrira désormais jusqu'à 75 % des

coûts associés à la certification biologique, dans la limite de 750 \$, pour les opérateurs du secteur amont, pour la culture ou l'élevage, comme pour le secteur aval de la transformation.

Ces deux nouvelles mesures font écho au [programme d'aide à la commercialisation des produits laitiers biologiques](#) en soutien aux éleveurs face à l'augmentation de leurs coûts de commercialisation, qui avait été lancé en janvier 2023 avec une enveloppe de 100 M\$.

Santé

11. Les autorités fédérales enquêtent dans le domaine de la publicité numérique pour les produits pharmaceutiques

La Commission fédérale du commerce (FTC) [enquête](#) actuellement sur une fusion dans le secteur de la publicité numérique, d'une valeur de 8 Md\$. IQVIA, société d'analyse et de données pharmaceutiques dont le chiffre d'affaires atteint les 35 Md\$, achète Propel Media, qui possède DeepIntent, l'une des principales sociétés de technologie publicitaire utilisée par les fabricants de médicaments pour commercialiser leurs produits auprès des médecins et des patients.

La FTC enquête sur cette transaction depuis plusieurs mois. L'enjeu de l'enquête est de déterminer si l'opération permettrait à IQVIA de détenir la majeure partie du marché de la publicité

numérique, pour les produits pharmaceutiques destinés aux médecins et aux patients, ce qui la placerait en situation de monopole et pourrait augmenter les coûts pour les fabricants de médicaments. IQVIA est déjà le plus grand acteur dans le domaine des données de santé et de l'analyse.

Brèves

- Syneos Health, organisme de recherche sous contrat dans le domaine biopharmaceutique basé en Caroline du Nord, a [validé](#) une proposition de rachat pour 7,1Md\$ par un groupe d'investisseurs comprenant le fonds activiste Elliott Investment Management, Patient Square Capital et Veritas Capital.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDET, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.